

Déclaration plénière du MSC sur le rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur les partenariats multipartites

18 octobre 2018

Thierry Kesteloot, Oxfam Solidarité (Belgique)

Coordinateur du Groupe de travail du MSC sur le Gouvernance de l'alimentation

La traduction des rapports du Groupe d'experts de haut niveau est une exigence minimale pour garantir une discussion inclusive. Malheureusement, ce n'est pas la première fois que nous ne pouvons pas discuter des précieuses contributions du HLPE au CSA en raison d'un manque d'engagement financier. Il est donc également impossible d'avoir une analyse pleinement inclusive de la part du MSC.

Malgré cela, nous tenons à remercier l'équipe du Groupe d'experts de haut niveau pour son travail. Cependant, nous tenons également à rappeler que la tâche assignée a été difficile. En fait, la commandite du CSA partait de l'idée préconçue que les partenariats multipartites, comme le suggère l'ODD17, sont véritablement le principal moyen de générer du financement pour améliorer la SAN. Il était donc difficile pour l'équipe de s'attaquer à leurs limites et à leurs contradictions potentielles inhérentes et d'évaluer leur pertinence, en particulier par rapport à d'autres instruments et mécanismes.

En outre, le mandat était formulé de manière à mélanger les concepts de «financement» et «d'amélioration» de la SAN, ce qui a entraîné des contradictions en matière de gouvernance, car aujourd'hui, ce sont bien trop souvent le financement et les investissements (ainsi les priorités des donateurs et des investisseurs) qui conditionnent les politiques publiques, et non l'inverse.

Malgré cela, le travail du Groupe d'experts de haut niveau peut constituer une première étape et nous aimerions proposer au CSA de poursuivre ses travaux en se concentrant sur les questions suivantes :

1. Comblent le manque de données probantes indépendantes sur la contribution des partenariats multipartites à la SAN et au Droit à l'alimentation (DàA)
2. Explorer comment répondre à la nécessité d'établir un cadre politique pour s'assurer que les partenariats multipartites contribuent efficacement à la réalisation du DàA.

A cet égard, nous tenons à souligner les questions suivantes :

- **Qui sert les intérêts de qui ?** Dans sa définition des partenariats multipartites, le rapport continue de confondre les intérêts « collectifs » (les intérêts des membres d'un partenariat multipartite donné) et les intérêts « publics », même s'il en souligne les dangers. En ce qui concerne le financement, bien qu'un financement mixte puisse effectivement servir de levier, les faits montrent qu'il ne se concentrent généralement pas sur les populations laissées pour compte, car ces financements ne conviennent pas aux pays à faible revenu – c'est à dire les États dans lesquels résident la majorité des personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire dans le monde.
- **Comment aborder les déséquilibres de pouvoir et les conflits d'intérêts ?** Ces problèmes ne peuvent être surmontés en améliorant simplement les conditions de participation des partenaires les plus faibles au sein des partenariats multipartites, sans intégrer les dimensions économiques, organisationnelles et politiques du pouvoir.
- **Qui rend des comptes à qui ?** La définition de l'obligation de rendre des comptes adoptée dans le rapport n'adopte pas une approche de la responsabilité fondée sur les droits humains (telle qu'elle a été adoptée dans le Cadre stratégique GSF du CSA) selon laquelle les États, en tant que porteurs de devoirs, sont responsables vis-à-vis de leurs citoyens porteurs de droits. Il ne traite pas non plus de la manière dont d'autres parties (entreprises, universités, institutions internationales, ONG) peuvent être tenues pour responsables. Ces trois participants sont des acteurs distincts et ne peuvent être considérés comme des partenaires égaux dans la planification du partenariat multipartite.

Enfin, nous proposons que le Bureau du CSA, en collaboration avec le GC du CSA, assure le suivi de ce rapport du Groupe d'experts de haut niveau une fois qu'il aura été traduit.